ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Communications, le 31 août 1967, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant règlement de police de l'Escaut maritime inférieur", a donné le 12 septembre 1967 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, de 31e augustus 1967 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende politiereglement van de Beneden-Zeeschelde", heeft de 12e september 1967 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS PRELIMINAIRES.

1. Le chapitre Ier devrait être pourvu d'un titre qui pourrait être : "Dispositions préliminaires".

2. Le chapitre II est divisé en sections A, B, C, ... Il conviendrait de remplacer les lettres par les chiffres I, II, III, ...

3. Les articles 14, 15, 26 et 27 sont précédés d'un intitulé qui devrait être supprimé.

EXAMEN DES ARTICLES.

Article 1er.

§ 1er. Les mots "Ce règlement" doivent être remplacés par "Le présent règlement".

§§ 2 et 3. Il serait préférable de maintenir l'actuelle présentation du texte, de la manière suivante :

"§ 2. Les limites de l'Escaut maritime inférieur sont déterminées :

1° par le prolongement d'une ligne fictive ... ;

2° par les goulets des écluses dont les limites sont :

a) pour l'écluse de Zandvliet ...

... ".

§ 4. Les mots "situés au-delà des limites définies au § 3 du côté terre" devraient être remplacés par "se trouvant du côté terre, au-delà des limites définies au § 2, 2°".

.../...

Article 2.

Par souci de concordance avec les définitions données dans les règles pour prévenir les abordages en mer (arrêté royal du 25 janvier 1965) et dans le projet 10.177, il est proposé de définir le terme "bâtiment" comme suit : "tout engin utilisé ou susceptible d'être utilisé comme moyen de transport sur l'eau".

Au 6°, les mots "le remplaçant du précité" devraient être remplacés par "son remplaçant".

Article 3.

Le § 2 devrait commencer ainsi : "Le bâtiment de remorquage... ".

Au § 4, alinéa 1er, il y a lieu de remplacer "le pavillon national" par "leur pavillon national".

Article 4.

La fin du § 4 pourrait être rédigée comme suit : "avec l'autorisation du service de pilotage".

Il est proposé de rédiger le § 5 comme suit :

"§ 5. Sans préjudice des dispositions prévues au § 1er, les bâtiments peuvent mouiller dans l'Escaut maritime inférieur, en aval des poteaux d'alignement du "Boomke". Ils mouillent, sauf impossibilité, le long d'un des côtés du chenal.

.../...

Toutefois, il est interdit :

1° de mouiller à proximité ... (texte du 2°);

2° de mouiller dans les courbes ... (texte du 3°);

3° pour les bâtiments à tirant d'eau réduit, de mouiller dans le chenal".

Article 5.

Au § 1er, les mots "ne peuvent avoir que trois rangées de bâtiments de dimensions inférieures le long du bord" devraient être remplacés par "peuvent avoir, le long du bord, trois rangées de bâtiments de dimensions inférieures aux leurs", et les mots "comporte 100 m ou moins" par "est de 100 m ou moins".

Cette observation vaut également pour le § 2.

Au § 2, 1°, le mot "largeur" doit être remplacé par "longueur", et, au 2°, les mots "conçue comme prévu au 1°" par "calculée comme au 1°".

Au § 3, alinéa 2, il serait préférable d'indiquer l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation, soit le capitaine du port d'Anvers ou son délégué (article 32, § 7).

Il est proposé, en conséquence, de rédiger cet alinéa comme suit :

"L'amarrage le long du quai du Rhin doit être autorisé par le capitaine du port d'Anvers ou son délégué".

.../...

Le § 6 devrait être rédigé de la manière suivante (cfr article 32, § 7) :

"§ 6. En toutes circonstances, le capitaine du port d'Anvers ou son délégué a le droit de faire évacuer...".

Le texte français parle des écluses Royers et Kattendijk, tandis que le texte néerlandais parle des écluses Royers et Bonaparte.

Au § 7, alinéa 2, les mots "paragraphe premier" doivent être remplacés par "§ 1er".

Au § 8, 4°, les mots "outre même" doivent se lire "outre mesure". De même, il y a lieu d'écrire "... dont les amarres à l'avant ou à l'arrière ..." au lieu de "... dont les amarres en avant ou/et en arrière...".

Article 7.

§ 6. Les bâtiments de plaisance sont, pour l'application de l'arrêté en projet, des navires. Ils ne sont, toutefois, pas soumis à l'obligation de recourir au service de pilotage et l'intention du Gouvernement n'est pas de les soumettre à l'application du § 6.

Afin d'éviter toute équivoque, il est proposé d'insérer après les mots "Les navires" les mots "à l'exclusion des bâtiments de plaisance".

.../...

Article 9.

§ 2. L'obligation d'exécuter immédiatement les manoeuvres ordonnées s'impose à tous les bâtiments amarrés, y compris les bâtiments de plaisance. A cette fin, des hommes doivent se trouver en permanence à bord ou être, en tout cas, disponibles à tout moment.

Il est proposé de rédiger ce paragraphe de la manière suivante :

"§ 2. Les manoeuvres ordonnées aux bâtiments amarrés par les fonctionnaires et agents de l'autorité doivent être exécutées immédiatement. A cette fin, des hommes doivent se trouver en permanence à bord ou être disponibles à tout moment".

§ 3. Les mots "hors bord" doivent être remplacés par "le bord".

Article 10.

§ 1er. Les mots "ouvrir le passage au trafic de personnes" pourraient être remplacés par "permettre le passage des personnes".

Article 11.

Au § 2, alinéa 1er, in fine, le mot "à" doit être remplacé par "dans".

A l'alinéa 2, les mots "ce paragraphe" doivent être remplacés par "le présent paragraphe".

.../...

Article 13.

Dans la mesure où cet article aurait pour objet de régler une question de responsabilité, il serait dépourvu de fondement légal, le Roi n'ayant aucun pouvoir à cet égard.

Article 14.

§ 1er. Le § 1er, 1° et 3°, vise le règlement général des voies navigables administrées par l'Etat, joint à l'arrêté royal du 1er mai 1889.

Cet arrêté royal du 1er mai 1889 a été remplacé par l'arrêté royal du 15 octobre 1935 qui porte le règlement de police et de navigation des voies navigables administrées par l'Etat, publié au Moniteur du 15 octobre 1936.

Il conviendrait par conséquent de viser les articles de l'arrêté royal du 15 octobre 1935.

Le § 1er, 1°, pourrait dès lors être rédigé comme suit :

"§ 1er.-1°.Sont applicables sur l'Escaut maritime inférieur, aux bateaux d'intérieur, les articles 2 (1) et (2), 4, 5, 7 et 8 de l'arrêté royal du 15 octobre 1935 qui porte le règlement de police et de navigation des voies navigables administrées par l'Etat".

.../...

Au § 1er, 2°, il y a lieu d'écrire : "... n'est autorisé à naviguer ... ".

Au 3° du même paragraphe, il est proposé de remplacer la finale, depuis les mots "Règlement général", par les mots "même arrêté royal du 15 octobre 1935".

§ 2. Il est proposé de rédiger la finale du 1° comme suit : "... doivent satisfaire aux dispositions du règlement général pour la protection du travail relatives aux moteurs et aux machines à vapeur".

Article 16.

§ 1er. Après le mot "tels", il faut ajouter le mot "les".

Article 18.

§ 1er. Le 2° doit être rédigé comme suit :

"2° de signaler au moyen des feux et marques de jour réglementaires, tout bâtiment échoué ou coulé bas".

Aux §§ 4 à 10, les mots "le fonctionnaire ou l'agent de l'autorité compétente" devraient être remplacés par "l'Administration des ponts et chaussées" (article 32, § 8).

.../...

Il est proposé de rédiger le § 5 de la manière suivante :

"§ 5. S'il n'a pas été satisfait aux prescriptions des §§ 1er, 2 et 4, ou dans les cas d'urgence dont l'Administration des ponts et chaussées est juge, ou si le propriétaire, le capitaine ou le patron sont inconnus, l'Administration des ponts et chaussées peut, d'office et aux risques et périls du propriétaire, du capitaine ou du patron, exécuter les opérations prévues au § 1er, 2°, et au § 4, et prendre toute mesure nécessaire pour assurer la sécurité ou la liberté de la navigation, la sauvegarde du régime du chenal ou la conservation du chenal. Eventuellement ... (comme au projet)...".

§ 8. Les mots "le bâtiment sauvé ou ses restants, les épaves, débris, agrès ou objets retirés" devraient être remplacés par "le bâtiment sauvé ou ses débris, les épaves, débris d'épaves, agrès ou objets retirés".

La même observation vaut pour les §§ 9 et 10.

Au § 9, le mot "reçus" doit être remplacé par "repris", le mot "fera" par "fait" et les mots "caisse des consignations" par "caisse des dépôts et consignations".

Article 20.

§ 1er. Au 1°, les subdivisions a et b doivent être omises.

.../...

Les mots "quelque objet ou reste" devraient être remplacés par "tous objets quelconques".

La rédaction suivante est proposée in fine du 1° : "tels de l'huile, des résidus d'huile, des produits radioactifs ou résiduaires pouvant altérer les eaux".

Au 2°, le mot "tels" doit être suivi de "les". Cette observation vaut pour tout l'article 20.

Le début des §§ 2 et 3 pourrait être rédigé comme suit (article 32, § 8) :

"Sauf autorisation de l'Administration des ponts et chaussées, il est interdit ... ".

Article 22.

Aucune disposition légale n'autorise le Roi à édicter, en la matière, des règles relatives à la responsabilité. C'est le droit commun qui est applicable. En conséquence, les dispositions relatives à la responsabilité doivent être omises.

Article 23.

Les mots "des fonctionnaires et agents de l'autorité" doivent être remplacés par "de l'Administration des ponts et chaussées".

.../...

Article 27.

Il est proposé de rédiger l'article 27 comme suit :

"Article 27.-

Aucun concours ou événement sportif ou récréatif auquel participent plusieurs bâtiments ne peut avoir lieu sans l'autorisation du chef des services maritimes d'Anvers.

La demande doit en être faite trois semaines au moins avant la date prévue. Le fonctionnaire compétent statue sans délai sur la demande".

Article 28.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 28.-

Chacun est tenu de prévenir au plus vite l'autorité la plus proche, de la disparition des bouées ou de l'extinction ou du fonctionnement défectueux des bouées et balises lumineuses".

Article 29.

Les mots "sur commande" doivent être remplacés par "sur ordre".

.../...

Article 31.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 31.-

Tout bâtiment soumis au présent arrêté doit avoir à bord un exemplaire du présent règlement et une carte officielle mise à jour de l'Escaut maritime inférieur".

Article 32.

Les mots "de ce règlement" doivent être remplacés par "du présent règlement".

La même observation vaut pour les articles 33 et 34.

Le mot "paragraphe" doit, quand il est suivi d'un chiffre, être remplacé par le signe "§".

Il est proposé de remplacer les mots "du maintien et de l'application de ce règlement" par "de veiller à l'exécution du présent règlement".

Au § 1er, 2°, il est proposé de remplacer le texte liminaire par "dans l'Administration de la marine et de la navigation intérieure".

Il serait préférable de scinder le § 6 en deux paragraphes, selon la méthode utilisée dans l'article 32.

.../...

Si les observations faites à propos des articles cités dans les §§ 7 et 8 sont retenues, ces deux paragraphes doivent être omis.

Article 33.

A cet article, il y a lieu de remplacer "accorder leur aide" par "apporter leur aide".

Article 34.

Ni la loi du 6 mars 1818 ni aucune autre disposition légale ne donnent au Roi le pouvoir de créer, en la matière, des sanctions pénales. Il en résulte que le 2° de l'article 34, qui ne se borne pas à rappeler l'application de la loi du 6 mars 1818, ne peut être admis dans la rédaction proposée.

Le but poursuivi par le Gouvernement serait toutefois atteint si une disposition nouvelle interdisant l'exécution de manoeuvres dans les conditions prévues au 2°, était insérée dans le projet. Les infractions à cette disposition tomberaient, automatiquement, sous l'application de la loi du 6 mars 1818.

L'article nouveau pourrait prendre place soit dans le chapitre II, section I, soit dans le chapitre IV, et pourrait être rédigé de la manière suivante :

.../...

"Article ...

Il est interdit à tout capitaine ou patron ainsi qu'à toute personne affectée à la navigation intérieure de porter atteinte à la sécurité de la navigation ou de retarder la navigation par des manoeuvres maladroites exécutées par négligence, par incapacité, en état d'ivresse ou à dessein".

Le numérotage des articles du projet devra être modifié en conséquence.

L'article 34 du projet devrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Article 34.-

Les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies des peines prévues par l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 6 mars 1818 concernant les peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales et communales".

Article 35.

Le texte suivant est proposé :

"Article 35.-

§ 1er. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 10 septembre 1930 portant règlement de police de l'Escaut maritime inférieur, modifié par les arrêtés royaux des 23 mars 1939, 16 octobre 1953 et 16 juillet 1963;

.../...

2° l'arrêté royal du 10 septembre 1930 portant règlement spécial de police pour la navigation en rade d'Anvers, modifié par les arrêtés royaux des 28 novembre 1935 et 16 juillet 1963.

§ 2. A l'article 1er de l'arrêté royal du 22 mars 1939 relatif à la réglementation concernant la nage et les installations de bains dans l'Escaut, les mots "et la frontière néerlandaise" sont remplacés par les mots "et l'Escaut maritime inférieur tel qu'il est défini dans l'article 1er de l' ... ".

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. Hoofdstuk I heeft geen opschrift. Voorgesteld wordt : "I. Voorafgaande bepalingen".

2. Hoofdstuk II is ingedeeld in secties A, B, C, ... Men leze : afdeling I, afdeling II, afdeling III ....

3. De artikelen 14, 15, 26 en 27 hebben een opschrift dat dient te vervallen.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 1.

§ 1. In de Franse tekst moeten de woorden "Ce règlement" worden vervangen door "Le présent règlement".

§§ 2 en 3. Het ware verkieslijk de huidige inkleding van de tekst te behouden, als volgt :

"§ 2. De grenzen van de Beneden-Zeeschelde worden bepaald :

1° door het verlengde van een denkbeeldige lijn ...;

2° door de toegangsgeulen tot de sluizen afgelijnd als volgt :

a) voor de Zandvlietsluis ...

...".

§ 4. De woorden "de in § 3 bepaalde grenzen" moeten worden vervangen door "de in § 2, 2°, bepaalde grenzen".

.../...

Artikel 2.

Overeenkomstig de definities die gegeven zijn in de bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee (koninklijk besluit van 25 januari 1965) en in ontwerp 10.177, wordt voorgesteld de Franse term "bâtiment" als volgt te omschrijven : "tout engin utilisé ou susceptible d'être utilisé comme moyen de transport sur l'eau".

Onder 6° vervange men de woorden "alsmede elke persoon die eerstgenoemde vervangt" door "en zijn plaatsvervanger".

Artikel 3.

§ 2 zou als volgt moeten beginnen : "Het sleep- of duwvaartuig ...".

In de Franse tekst van § 4, eerste lid, vervange men "le pavillon national" door "leur pavillon national".

Artikel 4.

Het slot van § 4 leze men als volgt : "met toestemming van de dienst van het loodswezen".

Paragraaf 5 leze men als volgt :

"§ 5. Onverminderd het bepaalde in § 1 mogen vaartuigen in de Beneden-Zeeschelde ankeren stroomafwaarts van de richtingspalen van het "Boomke". Behalve wanneer het onmogelijk is, ankeren zij aan de rand van het vaarwater.

.../...

Het is echter verboden :

1° ten anker te komen nabij havenmonden ... (tekst van 2°);

2° ten anker te komen in bochten ... (tekst van 3°);

3° aan vaartuigen met weinig diepgang, in het vaarwater te ankeren".

Artikel 5.

In § 1 vervange men de woorden "slechts drie rijen kleine vaartuigen langszij hebben liggen" door "drie rijen kleinere vaartuigen langszij hebben liggen". In de Franse tekst vervange men de woorden "comporte 100 m ou moins" door "est de 100 m ou moins".

Die opmerking geldt ook voor § 2.

In § 2, 1°, Franse tekst, moet het woord "largeur" worden vervangen door "longueur". In de tekst onder 2° vervange men de woorden "opgevat zoals in 1°" door "berekend zoals in 1°".

In § 3, tweede lid, ware het wenselijk te zeggen welke overheid bevoegd is om de toestemming te geven, namelijk de havenkapitein van Antwerpen of zijn gemachtigde (artikel 32, § 7).

Men leze dus :

"Voor het meren aan de Rijnkaai moet toestemming worden verleend door de havenkapitein van Antwerpen of zijn gemachtigde".

.../...

§ 6 zou als volgt moeten worden geredigeerd (cfr. artikel 32, § 7) :

"§ 6. Onder alle omstandigheden kan de havenkapitein van Antwerpen of zijn gemachtigde de plaats tussen de Royerssluis en de Bonapartesluis geheel of gedeeltelijk doen ontruimen".

Op te merken valt dat de Franse tekst spreekt van "les écluses Royers et Kattendijk".

In § 7, tweede lid, Franse tekst, vervange men "paragraphe premier" door "§ 1er".

In § 8, 4°, Franse tekst, moeten de woorden "outre même" worden gelezen "outre mesure". Bovendien vervange men de woorden "dont les amarres en avant ou/et en arrière" door "dont les amarres à l'avant ou à l'arrière ".

Artikel 7.

§ 6. Pleziervaartuigen zijn zeeschepen voor de toepassing van het ontwerp-besluit. Zij zijn echter niet verplicht een beroep te doen op de loodsdiensten het ligt niet in de bedoeling van de Regering ze onder toepassing van § 6 te brengen.

Duidelijkheidshalve schrijve men dus : "Zeeschepen, met uitsluiting van pleziervaartuigen,...".

.../...

Artikel 9.

§ 2. De verplichting om onmiddellijk de bevolen maneuvers uit te voeren, geldt voor alle gemeerde vaartuigen, ook pleziervaartuigen. Daartoe moeten altijd manschappen aan boord zijn of alleszins steeds ter beschikking staan.

Voorgesteld wordt, deze paragraaf als volgt te lezen :

"§ 2. De maneuvers die aan gemeerde vaartuigen worden bevolen door ambtenaren en beambten van de overheid moeten onmiddellijk worden uitgevoerd. Daartoe moeten steeds manschappen aan boord zijn of ter beschikking staan

§ 3. Men schrijve "buiten boord" in plaats van "buitenboord".

Artikel 10.

§ 1. Men stelle het begin als volgt : " Twee of meer naast elkaar liggende vaartuigen moeten openstaan voor personenverkeer tussen de kaai...".

Artikel 11.

In § 2, eerste lid, Franse tekst, leze men : "dans cette partie ...".

In de Franse tekst van het tweede lid leze men "le présent paragraphe".

.../...

Artikel 13.

In zover dit artikel tot doel mocht hebben een regeling te treffen inzake aansprakelijkheid, heeft het geen rechtsgrond, want de Koning heeft in dezen geen bevoegdheid.

Artikel 14.

§ 1. § 1, 1° en 3°, verwijst naar het "algemeen reglement der scheepvaartwegen van het Koninkrijk gevoegd bij het koninklijk besluit van 1 mei 1889".

Het koninklijk besluit van 1 mei 1889 is vervangen door dat van 15 oktober 1935, vaststellende het reglement betreffende de politie en de scheepvaart der bevaarbare waterwegen onder beheer van de Staat, bekendgemaakt in het Staatsblad van 15 oktober 1936.

Naar de artikelen van dit laatste besluit moet dus worden verwezen.

§ 1, 1°, kan dan als volgt worden gelezen :

"§ 1.-1°. Op de Beneden-Zeeschelde gelden voor binnenschepen de artikelen 2 (1) en (2), 4, 5, 7 en 8 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1935 vaststellende het reglement betreffende de politie en de scheepvaart der bevaarbare waterwegen onder beheer van de Staat".

.../...

In § 1, 2°, Franse tekst, moet worden gelezen : "... n'est autorisé à naviguer...".

De tekst onder 3° leze men als volgt :

"3°. Binnenschepen kunnen te Antwerpen worden gemeten overeenkomstig de voorwaarden bepaald in de artikelen 67 tot 78bis van hetzelfde koninklijk besluit van 15 oktober 1935".

§ 2. Het slot van de tekst onder 1° leze men als volgt : "... moeten voldoen aan hetgeen in het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming bepaald is met betrekking tot motoren en stoommachines".

Artikel 16.

§ 1. In de Franse tekst leze men : "tels les estacades".

Artikel 18.

In § 1, 2°, leze men "de reglementaire lichten".

In de §§ 4 tot 10 vervange men de woorden "de ambtenaar of bediende van de bevoegde overheid" door "het Bestuur van bruggen en wegen" (artikel 32, § 8).

.../...

§ 5 leze men als volgt :

"§ 5. Als niet voldaan is aan de voorschriften van de §§ 1, 2 en 4, of in spoedgevallen, waarover het Bestuur van bruggen en wegen oordeelt, of als de eigenaar, de kapitein of de schipper onbekend zijn, kan het Bestuur van bruggen en wegen ambtshalve en op risico van de eigenaar, de kapitein of de schipper, de in § 1, 2°, en in § 4 bepaalde verrichtingen uitvoeren en alle nodige maatregelen treffen voor de veiligheid of de vrijheid van de scheepvaart, de vrijwaring van het regime van het vaarwater of de instandhouding van het vaarwater. Eventueel ... (zoals in het ontwerp)...".

§ 8. In de Franse tekst schrijve men : "le bâtiment sauvé ou ses débris, les épaves, débris d'épaves, agrès ou objets retirés".

Dezelfde opmerking geldt voor de §§ 9 en 10.

In § 9 vervange men "in ontvangst genomen" door "teruggenomen", en "consignatiekas" door "deposito- en consignatiekas". In de Franse tekst vervange men bovendien "fera" door "fait".

Artikel 20.

§ 1. In de tekst onder 1° moeten de onderverdelingen a en b vervallen.

.../...

Men schrappe de woorden "of stof".

Het slot van de Franse tekst onder 1° leze men als volgt : "tels de l'huile, des résidus d'huile, des produits radioactifs ou résiduaires pouvant altérer les eaux".

In de Franse tekst onder 2° schrijve men "tels les". Deze opmerking geldt voor het gehele artikel 20.

Het begin van de §§ 2 en 3 zou als volgt kunnen worden gelezen (artikel 32, § 8) :

"Behoudens vergunning van het Bestuur van bruggen en wegen is het verboden ...".

Artikel 22.

Geen wetsbepaling machtigt de Koning om in dezen aansprakelijkheidsregelen uit te vaardigen. Het gemeen recht is hier van toepassing. De bepalingen betreffende de aansprakelijkheid moeten dan ook vervallen.

Artikel 23.

De woorden "der ambtenaren en bedienden van de overheid" moeten worden vervangen door "van het Bestuur van bruggen en wegen".

.../...

Artikel 27.

Dit artikel leze men als volgt :

"Artikel 27.-

Geen wedstrijd of sport- of ontspanningsmanifestatie waaraan verscheidene vaartuigen deelnemen, mag worden gehouden zonder vergunning van de chef van de Antwerpse zeediensten.

De vergunning moet ten minste drie weken vóór de vastgestelde datum worden aangevraagd. De bevoegde ambtenaar beschikt onverwijld op de aanvraag".

Artikel 28.

Men leze dit artikel als volgt :

"Artikel 28.-

Eenieder is gehouden het verdwijnen van lichtboeien of het uitdoven of de defecte werking van lichtboeien en -bakens ten spoedigste ter kennis te brengen van de dichtstbijzijnde overheid".

Artikel 29.

In de Franse tekst vervange men "sur commande" door "sur ordre".

.../...

Artikel 31.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 31.-
Ieder aan dit besluit onderworpen vaartuig moet een exemplaar van dit reglement en een bijgewerkte officiële kaart van de Beneden-Zeeschelde aan boord hebben".

Artikel 32.

In de Franse tekst schrijve men "du présent règlement".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 33 en 34.

Waar het woord "paragraaf" vóór een cijfer staat, moet het worden vervangen door het teken "§".

Voorgesteld wordt de woorden 'zijn belast met de handhaving en de toepassing van dit reglement" te vervangen door "moeten toezien dat dit reglement wordt uitgevoerd".

In § 1, 2°, vervange men de inleidende tekst door "bij het Bestuur van het zeewezen en van de binnenvaart".

Het ware verkieslijk § 6 in twee paragrafen te splitsen volgens de methode die in de rest van het artikel gevolgd is.

.../...

Als rekening wordt gehouden met de opmerkingen over de in §§ 7 en 8 aangehaalde artikelen, moeten die twee paragrafen vervallen.

Artikel 33.

In de Franse tekst leze men : "apporter leur aide".

Artikel 34.

Noch de wet van 6 maart 1818, noch enige andere wetsbepaling machtigt de Koning om in deze aangelegenheid straffen in te voeren. Daaruit volgt dat de tekst onder 2° van artikel 34, die meer doet dan alleen maar de toepassing van de wet van 6 maart 1818 in herinnering brengen, niet kan worden geduld in de voorgestelde redactie.

De Regering kan haar doel bereiken door in het ontwerp een nieuwe bepaling op te nemen, die verbiedt maneuvers uit te voeren onder de omstandigheden genoemd in 2°. De overtredingen van die bepaling zouden automatisch onder toepassing van de wet van 6 maart 1818 vallen.

Het nieuwe artikel zou een plaats kunnen krijgen ofwel in hoofdstuk II, afdeling 1, ofwel in hoofdstuk IV, en zou als volgt kunnen worden gelezen :

.../...

"Artikel ...

Aan alle kapiteins of schippers en aan allen die bij de binnenvaart zijn tewerkgesteld, wordt verbod opgelegd de veiligheid van de scheepvaart in gevaar te brengen of de scheepvaart te vertragen door onhandige maneuvers die uit nalatigheid, uit onbekwaamheid, in staat van dronkenschap of met opzet worden uitgevoerd".

De artikelen van het ontwerp moeten dienovereenkomstig worden vernummerd.

Artikel 34 van het ontwerp zou dan als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 34.-

Overtreding van de bepalingen van dit reglement wordt gestraft met de straffen bepaald in artikel 1, eerste lid, van de wet van 6 maart 1818 omtrent de straffe tegen de overtreders van algemene verordeningen uit te spreken, of bij provinciale of plaatselijke reglementen vast te stellen".

Artikel 35.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 35.-

§ 1. Opgeheven worden :

.../...

1° het koninklijk besluit van 10 september 1930 houdende politiereglement van de Beneden-Zeeschelde, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 maart 1939, 16 oktober 1953 en 16 juni 1963;

2° het koninklijk besluit van 10 september 1930 houdende bijzonder politiereglement voor de scheepvaart op de rede van Antwerpen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 november 1935 en 16 juli 1963.

§ 2. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 maart 1939 betreffende de reglementering van het zwemmen en de badinrichtingen in de Zeeschelde worden de woorden "en de Nederlandse grens" vervangen door "en de Beneden-Zeeschelde zoals bepaald in artikel 1 van het koninklijk besluit van ...".

La chambre était composée de

Messieurs : M. SOMERHAUSEN, premier président,
De Heren : eerste voorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
H. ADRIAENS, staatsraden,

W. VEROUGSTRAETE, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) M. SOMERHAUSEN.